

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 02/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE HAUGUEL SA

HAMEAU DE GOURNAY
76700 Mayville

Références : 20241115_Distillerie_Hauguel_VI_PPC
Code AIOT : 0005800600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement DISTILLERIE HAUGUEL SA implanté 37, route de Saint-Laurent Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et porte principalement sur le respect des prescriptions d'un arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE HAUGUEL SA
- 37, route de Saint-Laurent Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800600

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Distillerie HAUGUEL est spécialisée dans le négoce, le mélange, le recyclage, la distillation et le conditionnement de solvants et d'alcools. Elle est implantée à Gonfreville-l'Orcher et emploie 22 personnes pour une activité globale de 15 000 tonnes vendues par an.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubriques ICPE	AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Audit gestion optimisée flux d'eau	Lettre du 26/02/2024	Demande d'action corrective	3 mois
3	Bilan de conformité aux arrêtés ministériels en vigueur	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
7	Exercice incendie et formation du personnel	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13	Demande d'action corrective	1 mois
8	Extension bâtiment A	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
10	Analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Equipements et moyen en eau et émulseurs	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 5	Sans objet
5	Autres moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 8	Sans objet
6	Contrôles et entretien	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que des prescriptions issues de l'Arrêté Préfectoral

Complémentaire (APC) du 06 mars 2023 ne sont pas respectées. Il est demandé à l'exploitant, dans un délai maximal de 3 mois, de se mettre en conformité en réalisant notamment avant le 31 décembre 2024 un exercice POI sur le site et en démarrant le suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines.

La partie terrain de la visite a permis de vérifier par sondage l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie présents sur site avec le contenu détaillé de l'annexe I de l'APC. Il a été vérifié que ces moyens sont testés, entretenus et vérifiés périodiquement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe II
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement ICPE
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un produit chimique (butyl glycol) stocké et utilisé sur le site a fait l'objet d'une évolution de classement en novembre 2023 selon le règlement européen CLP (Classification Labelling Packaging). Il est désormais à classer sous la rubrique 4130 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : présence dans l'établissement de substances de toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Cette rubrique ne figure pas dans la liste des activités visées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant est en droit de poursuivre son activité, en vertu de l'antériorité d'exploitation sans modification des installations, sous réserve de demander le bénéfice des droits acquis par cette antériorité (article L. 513-1 du Code de l'environnement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant sollicitera le bénéfice des droits acquis par antériorité au titre de la rubrique 4130 de la nomenclature.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Audit gestion optimisée flux d'eau

Référence réglementaire : Lettre du 26/02/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion optimisée des flux d'eau
Prescription contrôlée : [...] Demande de complément du dossier avant le 31 mai 2024 : <ul style="list-style-type: none">- en confirmant vos engagements sur les mesures de réductions de prélèvement d'eau que vous comptez mettre en place- en précisant les adaptations rendues nécessaires et les coûts inhérents liés à des réductions pro-

<p>gressives de prélèvement d'eau, en vous plaçant dans la situation de répondre aux restrictions de prélèvement (au regard des prélèvements globaux, toutes origines d'eau cumulées) de - 5 %, - 10 % et - 20 % qui pourraient vous être imposées au cours de ces périodes de sécheresse, par application de l'arrêté cadre sécheresse départemental en vigueur.</p> <p>- en étudiant, pour compléter cette approche d'adaptation du fonctionnement de l'entreprise à des restrictions sécheresse plus sévères qui pourraient vous être imposées en cas de crise sécheresse majeure, la mise en oeuvre de scénarios d'activité partielle qui vous permettraient d'atteindre des réductions de prélèvement (-50 %, -75 %) et d'identifier les conséquences économiques et sociales et coûts afférents de leur mise en place. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à la DREAL Normandie en octobre 2023 son audit sur la gestion optimisée des flux d'eau. Par courrier daté du 26 février 2024, la DREAL a demandé à l'exploitant de lui fournir des compléments avant le 31 mai 2024. Ces compléments n'ont pas été reçus.</p> <p>L'exploitant a précisé lors de la visite d'inspection avoir fait une demande de subvention pour la prise en charge partielle de son étude approfondie des solutions d'économie d'eau. La subvention a été obtenue et l'exploitant va engager l'étude.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'administration un rapport complet d'audit de gestion optimisée des flux d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Bilan de conformité aux arrêtés ministériels en vigueur

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables en récipient mobile et en réservoir de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté; l'exploitant établit et fournit à l'inspection des installations classées un bilan de conformité aux prescriptions, qui lui sont applicables, de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, ainsi qu'aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié en 2020 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 concernant le stockage de liquide inflammable en récipients mobiles a été fourni à l'inspection des installations classées en janvier 2022. Ce bilan n'a pas été actualisé depuis les prescriptions complémentaires faites à l'exploitant par APC du 06 mars 2023.</p>

Le bilan de conformité à l'arrêté du 03 octobre 2010 concernant le stockage de liquide inflammable en réservoirs aériens n'a pas été fourni à la DREAL sous 6 mois après la notification de l'APC en mars 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réactualisera le bilan de conformité à l'arrêté du 24 septembre 2020 en intégrant les évolutions apportées par l'extension de son bâtiment de stockage des récipients mobiles et réalisera celui lié au stockage en réservoirs aériens. Les non conformités éventuelles seront intégrées à un plan de mise en conformité à fournir avec les bilans de conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Equipements et moyen en eau et émulseurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseurs nécessaires à la lutte contre les incendies définis à l'article 2 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. [...]
Constats : Les moyens en eau et en émulseurs sont précisément définis dans une annexe I confidentielle, non publiée, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023. L'inspection des installations classées a procédé par sondage à la vérification de la disponibilité de certains équipements sur site. Aucun test de matériel n'a été effectué lors de cette visite. Les vérifications effectuées sur les équipements de lutte contre l'incendie n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. Une annexe confidentielle de ce rapport d'inspection détaille les équipements inspectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autres moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'un état des stocks de liquides inflammables tel que défini à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 [...]
Constats :

<p>L'inspection des installations classées a constaté l'existence d'un suivi informatisé des stocks comprenant les stockages vrac et conditionnés ; cet état des stocks est mis à jour à chaque mouvement de liquide inflammable dans les installations de l'exploitant. Cet état des stocks informatisé de liquides inflammables est accessible depuis l'extérieur du site par internet et avec accès sécurisé par un salarié de l'exploitant.</p> <p>L'état des stocks de liquides inflammables n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôles et entretien

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des moyens prévus pour lutter contre un incendie sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances.</p> <p>Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a examiné par sondage des rapports de contrôle périodique et d'entretien de certains des équipements de lutte contre l'incendie. L'exploitant centralise ces informations sur une Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) qui assure la traçabilité des contrôles et des rapports de contrôle ainsi que la planification des prochains contrôles. En annexe confidentielle figure le détail des équipements ciblés pour la vérification de l'entretien et des contrôles.</p> <p>Les constats effectués pour le contrôle et l'entretien des équipements de lutte contre l'incendie n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exercice incendie et formation du personnel

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2009 est complété par les prescriptions suivantes :</p> <p>Un exercice pour tester le POI est organisé régulièrement, à une fréquence minimale d'une fois par an. Dans le but d'optimiser les chances que les sapeurs pompiers puissent se rendre disponible pour participer aux exercices POI, l'exploitant transmet au service d'incendie et de secours la date prévisionnelle du prochain exercice au moins 3 mois avant.</p>
<p>Constats :</p>

Aucun exercice du Plan d'Opération Interne (POI) n'a été organisé depuis le mois de mars 2023. La fréquence minimale d'un exercice POI par an n'est pas respectée. L'exploitant a justifié cet absence d'exercice POI avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) par plusieurs reports liés aux travaux d'agrandissement de son bâtiment de stockage A et l'accessibilité réduite à ce bâtiment pour les véhicules du SDIS. L'inspection des installations classée a rappelé à l'exploitant l'obligation d'un exercice POI minimum par an et la possibilité d'organiser un exercice POI sans les moyens du SDIS s'il n'est pas disponible. Par ailleurs, la réception future des équipements de lutte contre l'incendie de l'extension du bâtiment A avec le SDIS est à dissocier d'un exercice POI incluant ce bâtiment dans le scénario.

Par courriel du 18/11/2024, l'exploitant a justifié qu'un exercice POI était programmé avec le SDIS le 18/12/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera un exercice POI avant le 31 décembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Extension bâtiment A

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Remise à ciel ouvert de la source située sur le secteur du bâtiment A

Prescription contrôlée :

[...] Toutefois, dans le cadre de la compensation volumique du remblai en lit majeur, le projet prévoit la remise à ciel ouvert de la source située sur le secteur identifié comme zone humide sur la base du critère pédologique. Il est nécessaire de fournir un profil en long du nouveau lit créé et d'estimer son effet drainant sur la parcelle. L'exploitant transmettra les éléments topographiques nécessaires avant la fin de l'année 2023 au « Service Transitions, Ressources et Milieux » de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'issue de la visite d'inspection les pièces justificatives du relevé topographique, à savoir un plan détaillé daté de juillet 2021, une étude sur la gestion des eaux pluviales-compensation du PPRI-requalification hydrogéologique et une attestation de conformité aux exigences fixées dans le dossier de réalisation de l'extension du bâtiment A signée d'un écologue et datée de 2022.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'attester de la transmission de ces documents à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les éléments topographiques à la DDTM, comme imposé dans son arrêté préfectoral complémentaire à l'article 15, et de fournir à l'inspection des installations classées un justificatif de cette transmission.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Cette surveillance sera effectuée sur une base quadriennale. Suite à cette surveillance et en fonction des résultats l'exploitant proposera au service d'inspection une fréquence au minimum une fois tous les cinq ans.</p> <p>À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance semestrielle des eaux souterraines n'a pas démarré ; l'exploitant a déclaré avoir compris que la surveillance était quinquennale. La dernière analyse disponible date de 2020, issue du rapport de base daté du 26 novembre 2020.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant l'obligation d'un suivi semestriel de ces eaux souterraines depuis le premier semestre 2023 et ce, pendant 4 ans, puis une proposition de fréquence sera faite à l'inspection à l'issue de ce suivi quadriennal, sur la base des résultats, sans que cette fréquence n'excède 5 ans. L'exploitant a par ailleurs informé l'inspection des installations classées de la suppression du piézomètre amont, référencé PZ1 dans l'article 16, en raison des travaux d'extension du bâtiment A.</p> <p>L'inspection a constaté la présence des 2 piézomètres aval, qui ne sont pas protégés des risques d'endommagement lors de l'entretien des espaces verts du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera installer un nouveau piézomètre amont à proximité immédiate de l'ancien piézomètre PZ1, en le protégeant des risques d'endommagement, avec les mêmes caractéristiques. Dès l'installation faite de ce nouveau piézomètre amont, l'exploitant réalisera sa première campagne semestrielle de suivi des eaux souterraines suivie de 7 autres à un rythme semestriel. L'exploitant se reportera à l'article 16 de son arrêté préfectoral complémentaire pour la gestion des résultats d'analyse.</p> <p>Les piézomètres aval existants seront également protégés des risques d'endommagement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé la campagne d'analyse de ses eaux de procédés et de ses eaux pluviales entre avril et juin 2024. Les bulletins d'analyses consultés lors de la visite d'inspection montrent la présence de l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) dans le rejet des eaux pluviales à 3 reprises, dans une concentration proche de 0.50 µg/L. Cette substance a été largement utilisée jusqu'en 2009, date de son interdiction, notamment dans les émulseurs pour la lutte contre l'incendie. Elle n'est pas retrouvée dans les eaux de procédés.</p> <p>L'exploitant n'a pas finalisé la saisie des résultats de cette campagne de recherche de PFAS dans l'application GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant finalisera la saisie des résultats d'analyse de la recherche de PFAS dans GIDAF.</p> <p>En raison de la présence de PFOS dans le rejet d'eaux pluviales, l'exploitant mettra en place un plan d'actions décliné selon 3 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'investigation : rechercher les raisons de la présence de PFAS dans les rejets, • la suppression / réduction : mise en place de traitement ou substitution de produit à l'origine des PFAS, permettant de supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS de vos rejets, • la surveillance : mise en place d'une surveillance pérenne des PFAS détectés afin de constater la présence effective de PFAS et vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre, poursuivre la recherche sur les causes de présence de PFAS, si celles-ci ne sont pas clairement identifiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois